

## Burundi-ONU : des rapports conflictuels

BBC Afrique, 11 octobre 2016 Les autorités burundaises ont suspendu mardi leur coopération avec le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme. Lundi, le ministre burundais des Affaires étrangères a interdit à trois enquêteurs de l'ONU d'entrer au Burundi, en représailles de la publication, par les Nations unies, d'un rapport accusant Bujumbura de violations flagrantes des droits de l'homme.

Le Colombien Pablo de Greiff, le Sud-Africain Christof Heyns et l'Algérienne Maya Sahli-Fadel sont interdits d'accès au territoire burundais. Le document de l'ONU mettait les autorités burundaises en garde contre les risques d'un génocide dans leur pays. Le gouvernement nie les accusations de violation des droits de l'homme et écarte toute possibilité de génocide dans ce pays touché par des violences meurtrières depuis avril 2014. L'an dernier, plus de 500 personnes sont mortes dans ces violences, qui ont éclaté après la décision du président Pierre Nkurunziza de briguer un troisième mandat.